

Il semble cependant qu'il y a lieu de prévoir une certaine amélioration dans les relations entre les Etats-Unis et le Canada bien que je ne puisse bien définir ce changement. Dans tous les cas on constate une cordialité sensible entre les divers groupes de langue anglaise. C'est pourquoi, d'une manière générale, je ne désespère pas de l'avenir pour les gens de l'ouest canadien, mais le Parlement doit leur aider dans les circonstances actuelles et je donne mon humble appui à la proposition. Le Canada se doit de compléter ce travail, parce que le pays s'est engagé à le faire. Le Gouvernement est tenu, non pas à élucider la question, mais de terminer les travaux qui sont commencés.

Si nous achevons cette construction, l'Ouest n'aura plus de griefs contre le Parlement, excepté que nous devons aussi améliorer le port de Vancouver et nos cours d'eau. Nous devons demander à nos chemins de fer, au Canadien-Pacifique et aux chemins de fer Nationaux et chercher soit par expériences soit par arbitrage, l'explication des tarifs exorbitants de transport qui sont en vigueur dans l'Ouest. Ce Parlement, ainsi que la commission des chemins de fer, et toute organisation dont relève cette question, doivent harceler les exploiters de la marine marchande sur les Grands lacs. Je ne sais rien de plus méprisable dans l'histoire de l'Amérique que les tarifs excessifs établis depuis la guerre par ceux qui se sont rendus maîtres du transport sur les Grands lacs et sur le Saint-Laurent. Toutes les concessions qui ont été faites par les chemins de fer aux gens de l'Ouest ont été absorbées en frais de transport par eau. On serait porté à croire, j'oserais dire, qu'il y a une entente secrète entre les deux groupes. Il y a peut-être collusion, mais je ne sais si c'est réellement le cas. Mais ce qui est certain, c'est que nous avons eu des tarifs excessifs imposés par les propriétaires de navires et par les chemins de fer. Nous avons pris ces derniers à partie pour obtenir des réductions de tarifs et il nous faut aussi attaquer les propriétaires de navires. Ce qui importe le plus c'est d'encourager les gens de l'Ouest en établissant le chemin de fer qu'ils demandent. J'ai confiance qu'il en résultera un grand soulagement pour les gens des provinces de l'Ouest qui demandent au Parlement de les aider de diverses manières. J'espère que le Parlement leur accordera le secours qu'ils demandent non seulement au sujet du transport mais aussi à propos des facilités bancaires, et peut-être que les caisses de crédit fonctionnant depuis deux ou trois ans aux Etats-Unis seront aussi établies dans l'ouest du Canada. Je serai donc très heureux d'appuyer la résolution. Et je

serai encore plus satisfait si le Gouvernement remplit la promesse faite par sir Wilfrid Laurier et mène cette expérience à bonne fin, même à titre d'expérience, afin de ne pas tromper les provinces de l'Ouest.

(La séance, suspendue à six heures, est reprise à huit heures.)

### Reprise de la séance

M. DAVIES: En me levant pour appuyer la résolution proposée par mon honorable ami de Prince-Albert (M. Knox), je n'ai pas l'intention de traiter ce sujet à fond. Je crois savoir que plusieurs orateurs doivent parler sur cette question, et il ne serait pas juste de ma part d'épuiser le sujet. Mais la question des transports, et surtout la question de compléter au plus tôt le chemin de fer de la baie d'Hudson est d'une si grande importance pour les agriculteurs de l'Ouest canadien, que je croirais manquer à mon devoir, si je n'ajoutais pas ma faible voix pour mener ce débat à bonne fin. L'opinion publique est à peu près unanime dans l'Ouest sur ce sujet, et cela depuis plusieurs années. Je me rappelle que lorsque je suis arrivé dans ce pays, il y a une vingtaine d'années, on agissait cette question du chemin de fer de la baie d'Hudson comme un moyen d'attirer les colons dans l'Ouest, et il me semble presque inconcevable qu'après vingt-trois ans, on discute encore cette question dans presque toutes les assemblées publiques de l'ouest du Canada. Toutes les grandes associations de fermiers de l'Ouest ont adopté des résolutions, et les chambres de commerce de toutes les cités et les villes importantes de cette partie du pays ont fait de même. Durant ces quelques dernières années, cette question a été discutée à fond par les législatures du Manitoba et de la Saskatchewan, et celles-ci ont adopté des résolutions qui s'accordent à inviter le Gouvernement à compléter aussi rapidement que possible la ligne de la baie d'Hudson. Je me demande si les honorables députés qui représentent l'est du Canada ont bien saisi l'importance primordiale de la question du transport pour le fermier de l'Ouest. Nous avons ce grand problème à résoudre: comment cultiver nos produits agricoles et comment les mettre sur les marchés du monde en faisant concurrence aux agriculteurs des autres parties du globe malgré la distance de quinze cents milles qui nous sépare du premier port de mer.

Tel est le problème que l'Ouest canadien doit résoudre et qui peut-être résolu si nous ouvrons la route de la baie d'Hudson. La question du transport des produits agricoles est des premières importance pour l'Ouest, et une route qui le rapproche de la mer en